



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 26 mars 2021  
N° 831

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics**, prennent acte du compte provisoire 2020 établi par l'INSEE, qui confirme la dégradation historique de nos finances publiques tout en se situant en nette amélioration par rapport à la dernière prévision de fin d'année dernière.

Le déficit public a atteint le niveau record de 211,5 milliards d'euros, soit 9,2 % du PIB. **Son ampleur témoigne de la violence de la crise, qui a lourdement affecté les recettes publiques, mais également de l'effort massif consenti sur les dépenses mises en œuvre** pour protéger les Français de l'épidémie et pour soutenir notre économie.

Le déficit 2020 est toutefois meilleur que la prévision de 11,3 % du PIB de la quatrième loi de finances rectificative pour 2020 (LFR4) de novembre dernier en raison d'une résistance de l'économie au-delà de ce qui était anticipé. L'activité a reculé de 8,2 %, au lieu d'une baisse de 11 % prévue en novembre 2020, témoignant notamment de l'efficacité des mesures prises pour soutenir les entreprises et les ménages, et d'une très grande capacité de rebond de notre économie.

La dette publique atteint le niveau record de 2 650,1 milliard d'euros à la fin de l'année 2020 (+ 270,6 milliards d'euros), soit 115,7 % du PIB. Ce niveau est toutefois nettement inférieur aux 119,8 % attendus dans la LFR4.

Le montant des recettes publiques a chuté de 63,1 milliards d'euros par rapport à 2019 (– 5 %), et les dépenses publiques augmentent de 73,6 milliards d'euros (+ 5,5 %) en raison notamment de la mise en œuvre des principaux dispositifs d'urgence. Ainsi, les dépenses de l'activité partielle au titre de 2020 s'élèvent à 27,4 milliards d'euros et celles du fonds de solidarité s'établissent à 16,3 milliards d'euros.

Par rapport à la prévision de la loi de finances initiale pour 2020, antérieure au déclenchement de la crise sanitaire et qui s'établissait à 53,5 milliards d'euros, soit 2,2 % du PIB, le déficit public s'est donc dégradé de près de 160 milliards d'euros en 2020.

Les mesures exceptionnelles mises en œuvre depuis mars 2020 seront maintenues pour soutenir l'économie tant que la crise durera. Les marges de manœuvre face à la crise sont permises par le redressement des comptes publics qui avait été engagé depuis le début du quinquennat. Le programme de stabilité, qui sera remis au Parlement mi-avril intégrera ces résultats pour 2020 et mettra à jour les prévisions du Gouvernement pour les années 2021 et suivantes. Il présentera une trajectoire de finances publiques garantissant leur soutenabilité à moyen terme et le remboursement de notre dette.

**Contact presse :**

Cabinet de Bruno Le Maire  
Cabinet d'Olivier Dussopt

01 53 18 41 13  
01 53 18 45 26 / 57

[presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr)  
[presse.mcp@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mcp@cabinets.finances.gouv.fr)